

CESE : Débat sur la transition énergétique

FO vote contre un avis à charge !

Le 28 février 2018, le CESE a adopté un avis intitulé « Comment accélérer la transition énergétique ? ».

Ce texte est intervenu **dans un contexte inhabituel**. Il a, en effet, été présenté par la seule section de l'environnement et non en commun avec celle des activités économiques comme c'est la règle lorsque des sujets sont communs à deux sections. Il est ensuite l'œuvre de deux rapporteurs de même sensibilité — en l'espèce, proches ou membres des ONG — et ceci **contrairement aux usages du CESE**.

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que le résultat soit **un texte totalement déséquilibré** et que l'avis prône une fuite en avant vers les énergies renouvelables.

Aucune considération de coût n'y figure, aucun élément quant à l'impact sur les réseaux, aucun élément sur les impacts en termes d'emplois autres que les incantations habituelles... Plus étonnant, l'avis est muet quant au non respect par la France de ses engagements climatiques si on suivait ses préconisations !

Le seul scénario mis en avant est celui de Négawatt, qui est un scénario de décroissance. Là encore, et quelles que soient les critiques qu'on peut émettre à leur égard, aucun des scénarios qui ont été mis sur la table par les Pouvoirs publics lors de la PPE n'a été mentionné...

Plus généralement, le texte manifeste sur plusieurs points **une hostilité dogmatique** envers l'électricité alors pourtant que le mix électrique français associant nucléaire et hydraulique est un des moins carbonés d'Europe. Or, on ne pourra décarboner notre économie sans des transferts d'usages massifs dans les transports et les bâtiments au bénéfice de l'électricité.



CESE : Débat sur la transition énergétique

FO vote contre un avis à charge !

De même, les rapporteurs ont multiplié les critiques contre EDF et ont notamment demandé qu'un débat soit lancé sur l'éclatement d'ENEDIS et la reprise en régie des concessions de distribution par les collectivités locales. FO a vigoureusement combattu cette **proposition mortifère pour ENEDIS, mais aussi pour le Service Public**, car cela serait la fin de la péréquation tarifaire, donc de l'égalité entre les citoyens.

Face à cela, le groupe FO — et également le groupe CGT — ont voté contre ce projet d'avis. Le groupe des entreprises et celui de la CFE-CGC se sont abstenus, tandis que la CFDT votait pour ! Que pense de ce vote la Fédération Chimie Energie CFDT sachant que selon la formule bien connue « qui ne dit mot consent »...

Ainsi le principal acteur économique et la majorité des acteurs sociaux ont refusé d'approuver cet avis.

C'est là évidemment un point très important alors que cet avis intervient au moment où la Programmation Pluriannuelle des Énergies va être publiquement débattue. La volonté de certains d'**instrumentaliser le CESE** dans ce débat a donc été clairement mise en échec.

FO Énergie et Mines continuera à se battre, avec l'appui de sa Confédération, contre toute volonté de casse du groupe EDF, pour que les valeurs du Service Public perdurent et pour que la transition énergétique ne se transforme ni en désastre financier ou social, ni même environnemental avec une hausse des émissions de CO<sub>2</sub>.